

La droite européenne ne prend pas position sur les minerais des zones en conflit, critique le Groupe S&D

14/04/2015

Ce 14 avril, la droite a émis un vote négatif en commission Commerce international (INTA) du Parlement européen au sujet des minerais des zones en conflit. Malgré cela, le Groupe S&D poursuivra, jusqu'au vote final lors de la plénière de mai, ses efforts pour convaincre les eurodéputés de la nécessité d'une nouvelle norme mondiale concernant l'approvisionnement responsable en minerais. En effet, l'exploitation abusive des ressources minérales et l'utilisation du travail des enfants dans ce contexte, inquiètent considérablement le Groupe. Dans cette optique, les eurodéputés S&D ont souligné que si l'exploitation minière peut être une source de développement économique, sans contrôles ou mesures de sécurité elle devient toutefois dangereuse et inhumaine.

Marie Arena, porte-parole du Groupe S&D pour les minerais des zones en conflit, a déclaré ceci :

« Nous nous battons pour une législation robuste et contraignante, qui garantit aux entreprises la capacité de tracer, sur toute la chaîne d'approvisionnement, les minerais qui entrent dans leurs établissements de production. »

« À cet effet, la commission Commerce international du Parlement européen s'est prononcée, ce matin, au sujet d'un règlement proposé par la Commission européenne sur la responsabilité des entreprises en matière de minerais provenant de zones en conflit. »

« La proposition du Groupe S&D, qui vise à rendre cette législation obligatoire pour les entreprises, n'a pas obtenu de majorité. Seuls 16 membres de la commission ont voté pour, alors que 22 ont voté contre. »

« En effet, les conservateurs du PPE, de l'ADLE et du CRE ainsi que l'extrême droite ont décidé d'adopter une position hypocrite qui ne bénéficiera en rien aux personnes qui souffrent dans les zones en conflit. »

« Alors que la loi Dodd-Frank, votée aux États-Unis en 2010, oblige les entreprises américaines à adopter une conduite éthique par rapport aux minerais des zones en conflit, l'attitude de la droite européenne reste à la traîne par rapport aux autres régions du monde sur le plan de l'éthique de l'entreprise. »

« Cette attitude est inacceptable et nous n'abandonnons pas le combat sur cette question. Lors de la session plénière de la semaine du 18 mai, les eurodéputés se prononceront sur le texte final. J'espère qu'à l'occasion de cette session plénière, les eurodéputés qui ont pleuré les victimes des minerais des zones en conflit évoqués par le Dr Mukwege, lauréat du prix Sakharov 2014 et qui s'est déclaré publiquement favorable à l'approche contraignante proposée par les Socialistes & Démocrates, feront preuve de la même humanité lorsqu'il s'agira de voter. »

David Martin, coordinateur du Groupe S&D pour le commerce, a ajouté ceci :

« Le vote d'aujourd'hui constituait un triste exemple de l'attitude des conservateurs et des libéraux au sujet du commerce et du développement équitables. »

« Le système obligatoire est absolument crucial pour que l'Union européenne cesse de se faire la complice des dévastations engendrées par le commerce des minerais des zones en conflit. L'UE devrait être plutôt à la tête de ce combat. »

« Il faut savoir que, si les lignes directrices volontaires sont en place depuis 5 ans, 80 % des entreprises ont choisi de ne publier aucune information au sujet de la vigilance appropriée mise en œuvre concernant leur chaîne d'approvisionnement. Aujourd'hui, les conservateurs et les libéraux doivent expliquer pourquoi ils ont cédé à la pression des multinationales et pourquoi ils ont favorisé un système faible et impossible à faire respecter. »